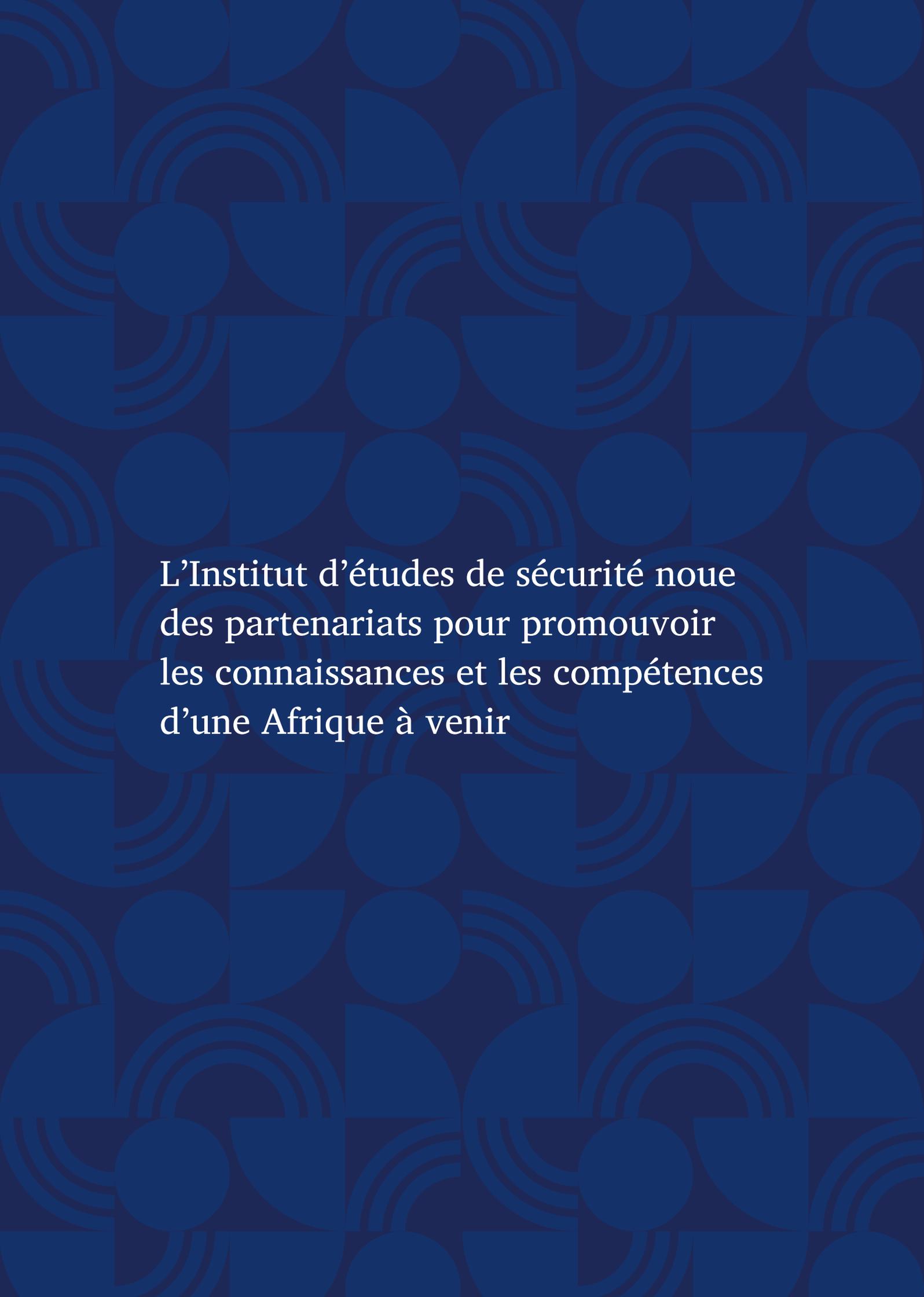




Rapport
annuel

2023

Améliorer la sécurité
humaine en Afrique



L'Institut d'études de sécurité noue
des partenariats pour promouvoir
les connaissances et les compétences
d'une Afrique à venir

TABLE DES MATIÈRES

Des bases solides pour une paix durable	2
Afriques futures.....	4
L'Afrique dans le monde	6
Sécurité maritime	10
Criminalité, justice et prévention de la violence.....	12
Gouvernance, paix et sécurité	16
Prévention de l'extrémisme violent.....	22
États financiers.....	24
L'ISS en chiffres.....	26
Partenaires de développement	27
Conseil d'administration.....	28
Conseil consultatif	29

DES BASES SOLIDES POUR UNE PAIX DURABLE

Notre rapport annuel présente les initiatives stratégiques développées par l'ISS pour promouvoir des interventions fondées sur des données probantes visant à générer un impact durable

Les défis de la sécurité humaine en Afrique sont complexes et de longue haleine. Ils nécessitent une approche stratégique qui allie actions immédiates et construction progressive de la paix et du développement.

L'Institut d'études de sécurité (ISS) renforce les capacités des institutions africaines, établit des partenariats de confiance et mène des recherches afin de promouvoir des interventions fondées sur des données probantes visant à produire un impact durable. Cette démarche fait de l'institut un partenaire crédible pour les gouvernements, la société civile et les acteurs du développement. Nous contribuons ainsi à créer les conditions propices à la prospérité du continent.

Des réponses stratégiques à des défis complexes

Le changement climatique menace gravement la sécurité et le développement en Afrique. L'ISS aide les gouvernements à intégrer la résilience climatique dans leurs stratégies tout en visant des objectifs ambitieux en énergies renouvelables. En collaboration avec des organisations de 51 pays, l'ISS élabore une réponse panafricaine à ce défi.

Co-organisateurs du premier sommet sur l'avenir de l'Afrique à Washington, nous avons souligné l'adaptabilité des États africains

face aux évolutions mondiales. Nos données soutiennent également l'Agenda 2063 de l'Union africaine et nos modèles prédictifs fournissent des informations essentielles pour éclairer la planification et l'investissement, tant au niveau local qu'international.

Les défis de la sécurité humaine en Afrique sont souvent de longue haleine et nécessitent une approche patiente et stratégique

L'équipe de sécurité maritime de l'ISS contribue à la mise en place d'institutions solides pour protéger les rivières, les côtes et les mers africaines, qui jouent un rôle clé dans l'alimentation, le commerce et le tourisme. Nous conseillons aussi les diplomates africains sur le rôle du continent dans la gouvernance maritime mondiale.

De hauts responsables de l'ISS siègent au Groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité, la gouvernance et le développement au Sahel, mis en place par les Nations Unies et des dirigeants africains pour définir une réponse stratégique à l'extrémisme violent dans la région.

En Afrique du Sud, notre équipe est impliquée dans la réforme et la restructuration à long

terme de l'Autorité nationale des poursuites (NPA), dans le cadre de la lutte contre la corruption. En parallèle, nous avons lancé une initiative novatrice visant à prévenir la violence. Ce programme déployé sur les lieux de travail se concentre sur le développement des compétences parentales et s'inscrit dans le cadre de nos efforts pour créer un environnement plus sûr dans les familles et les communautés.

Une paix insaisissable

La paix et la sécurité restent précaires dans plusieurs régions du continent, notamment au Soudan, au Sahel, en Éthiopie, en Somalie et dans l'est de la République démocratique du Congo.

La lutte pour le pouvoir militaire au Soudan a engendré la pire guerre qu'ait connue l'Afrique en deux décennies, entraînant une catastrophe humanitaire, un effondrement économique et la destruction des infrastructures. Parallèlement, l'extrémisme violent continue de sévir en Afrique de l'Ouest, au Sahel, en Somalie et au Mozambique.

L'ISS aide les gouvernements à comprendre les racines profondes des crises, y compris leurs liens avec la criminalité organisée et les conflits locaux, afin de développer des stratégies de prévention innovantes et globales.

En Éthiopie, nous travaillons avec les autorités pour favoriser la réconciliation nationale et la construction d'une paix durable, en mettant l'accent sur la justice transitionnelle et le dialogue national.

Nos analyses tiennent également compte de l'impact des conflits à Gaza et en Ukraine, tout en veillant à ce que les priorités africaines restent au cœur des débats internationaux.

L'année 2023 a été marquée par des avancées majeures pour l'Afrique. En septembre, l'Union africaine a intégré le G20, devenant ainsi membre à part entière d'un forum qui représente une très large part de l'économie mondiale. En décembre, après des décennies de discussions, le Conseil de sécurité des Nations Unies a approuvé le financement de certaines opérations de maintien de la paix dirigées par l'UA.

Un travail d'équipe

Les 128 membres du personnel de l'ISS, originaires de 18 pays d'Afrique, œuvrent sur l'ensemble du continent. Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à chacun d'entre eux, ainsi qu'à nos partenaires et bailleurs de fonds. Leur engagement permet à l'ISS de construire des bases institutionnelles solides, garantissant un avenir sûr et prospère pour l'Afrique.

Fonteh Akum
Directeur exécutif de l'ISS

AFRIQUES FUTURES

Les prévisions de l'ISS sur les perspectives de croissance et de développement et sur les choix politiques de l'Afrique reposent sur un large socle de données

Les prévisions les plus complètes d'Afrique au service du développement

L'ISS aide les pouvoirs publics et les organisations de développement à prendre de meilleures décisions, facilitant ainsi des investissements et des planifications en adéquation avec les perspectives de croissance du continent. Le programme « Afriques futures et innovation » (AFI) de l'ISS utilise la plateforme de prévision International Futures développée et gérée par le Frederick S. Pardee Center for International Futures de l'Université de Denver.

Les données et analyses sont accessibles via un site web dédié qui couvre 17 domaines thématiques et modélise des scénarios dans huit secteurs pour chacun des 54 pays d'Afrique, ainsi que pour quatre groupes de revenus et huit blocs régionaux. Une nouvelle fonctionnalité de chatbot guide les utilisateurs vers les informations spécifiques dont ils ont besoin, ce qui leur permet d'obtenir des réponses instantanées et précises.

AFI se distingue par ses recherches politiques approfondies et ses formations destinées aux décideurs publics et à la société civile. Le programme vise à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), en

fournissant également des outils pour mesurer les progrès réalisés.

AFI collabore étroitement avec l'Agence de développement de l'UA – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD), organisme garant de l'Agenda 2063. Cette coopération stratégique offre à AFI la possibilité de présenter ses prévisions aux États africains pour validation, examen et planification nationale. Plus de 700 fonctionnaires et analystes peuvent ainsi accéder directement aux données et informations mises à disposition. Des chercheurs de l'ISS ont rejoint une équipe chargée d'examiner les objectifs du plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA.

AFI collabore également avec des institutions internationales. En février 2023, un sommet conjoint organisé par Humanity United, l'AUDA-NEPAD et l'ISS à Washington a mis en lumière l'émergence du libre arbitre des États africains dans une géopolitique mondiale en mutation. Les prévisions d'AFI ont offert une perspective unique sur les effets des événements mondiaux sur le continent.

L'étude de l'ISS sur l'avenir de l'Afrique dans le monde constitue un modèle pour quiconque aspire à envisager l'avenir de manière systématique et exhaustive, tant pour l'Afrique que pour les autres régions du globe.

Dr Mathew Burrows, membre émérite du Stimson Center

Intégration de la dimension de genre : la voie directe de l'Afrique vers la prospérité

Une récente étude montrée l'intérêt économique de lever les obstacles à la pleine participation des femmes au développement du continent. Une réduction réaliste des inégalités pourrait aboutir à :

- Une amélioration de l'économie de 259 milliards de dollars d'ici 2043 par rapport aux prévisions actuelles
- Une augmentation de la valeur ajoutée du secteur des services de 174 milliards de dollars par rapport à la trajectoire actuelle
- Un PIB par habitant supérieur de 355 dollars aux projections actuelles
- Une réduction de 53 millions du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici 2043

Scénarios nationaux : identification des points de blocage et des solutions rapides

Les prévisions de développement et de croissance pour l'Algérie, le Mali, le Maroc, la République démocratique du Congo, le Sénégal et la Tanzanie ont permis d'identifier les freins à la croissance économique et les scénarios les plus prometteurs, éclairant ainsi les choix politiques. Le site web d'Afriques futures présente des rapports nationaux détaillés et régulièrement mis à jour, ainsi que des articles d'opinion récents à l'intention des responsables politiques, des chercheurs et du grand public.

Ce qui est essentiel pour nous, c'est que l'ISS, en tant qu'institut africain, insuffle une vision et des connaissances africaines dans les discussions politiques à Washington. Il offre des perspectives souvent négligées, reflétant les besoins et aspirations des Africains. Les données d'AFI remettent en question les stéréotypes, fournissent des éléments probants pour étayer les décisions politiques et permettent aux Africains de décider de leur avenir. Aucune autre organisation ne met à disposition autant d'informations sur une plateforme aussi conviviale et libre d'accès. C'est pourquoi nous apprécions tout particulièrement notre partenariat avec l'ISS.

Maria Kisumbi, directrice de la politique et des relations gouvernementales de Humanity United



L'AFRIQUE DANS LE MONDE

Dans un contexte de tensions mondiales croissantes, l'ISS contribue à clarifier les positions des pays africains et à renforcer la voix de l'Afrique

Clarifier les positions africaines dans un contexte géopolitique complexe

Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité (CMS) de 2023, l'ISS a souligné les intérêts divers du continent africain dans un monde de plus en plus fragmenté. Grâce à son partenariat avec la CMS, l'ISS relayé sur la scène internationale les préoccupations de l'Afrique en matière de sécurité et de développement..

La CMS est un forum de premier plan pour débattre des politiques de sécurité internationale, réunissant chefs d'État, hauts responsables de la défense, organisations non gouvernementales, acteurs du secteur privé et stratèges d'organisations telles que l'OTAN, Interpol et les Nations Unies.

Le directeur exécutif de l'ISS, Fonteh Akum, et la responsable des projets spéciaux, Ottilia Anna Maunganidze, ont joué des rôles clés en tant qu'intervenants et organisateurs à

Munich. Ils ont apporté des éclairages sur les moyens d'améliorer les réponses aux crises, du Sahel à la Corne de l'Afrique, tout en insistant sur l'importance d'une plus grande cohérence entre le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine dans la prévention des conflits.

Les relations internationales de l'Afrique ont constitué le thème central de la première réunion publique à Munich, animée par Mme Maunganidze, jeune leader de la CMS en 2017. Cette session a mis l'accent sur l'ajustement de la coopération Nord-Sud, avec des intervenants tels que Nana Akufo-Addo, président du Ghana, Charles Michel, président du Conseil européen, Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international, et Bill Gates, coprésident de la Fondation Bill et Melinda Gates.

L'ISS est une référence reconnue en matière de sécurité humaine et de politique étrangère sur le continent. Aucun autre think tank africain ne peut égaler son expertise, sa crédibilité et son réseau panafricain [...] [Les experts de l'ISS] nous interpellent, nous guident et nous aident à évaluer les questions cruciales à l'échelle du continent. Nous ne pourrions espérer un meilleur partenaire pour approfondir notre compréhension de la géopolitique africaine et éviter les approches centrées sur l'Occident.

Dr Benedikt Franke, vice-président et directeur général de la Conférence de Munich sur la sécurité





Les contributions de l'ISS ont été déterminantes pour le succès de ce forum annuel. C'est toujours un privilège d'entendre vos points de vue. Votre discours d'ouverture inspirant a donné le ton aux deux jours suivants.

Per Olsson Fridth, directeur de l'Académie Folke Bernadotte et hôte du Secrétariat du Forum Challenges

L'ISS a également participé à la première réunion des dirigeants de Munich à Nairobi, en octobre 2023, en tant que partenaire stratégique de référence pour la CMS.

Éclairer la politique de l'ONU en matière de maintien de la paix et de financement des opérations de paix en Afrique

Les opérations de paix se trouvent à un tournant décisif sur la scène mondiale, notamment en Afrique. Des discussions ouvertes sont essentielles pour étayer les décisions de l'Union africaine (UA) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU). En réponse à cette nécessité, l'ISS a fourni des analyses et des recommandations sur le financement des opérations de soutien à la paix (OSP) menées par l'ONU en Afrique.

Au cours de la dernière décennie, les OSP déployées en Afrique ont souffert d'un manque de financement adéquat, prévisible et durable. Avant la publication du rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le financement des OSP, l'ISS a soumis une présentation écrite et informé les États africains membres du Conseil de sécurité de l'ONU (A3).

L'ISS a aidé les États africains à négocier une résolution historique du Conseil de sécurité de l'ONU, stipulant que l'ONU s'engage à soutenir les opérations de paix menées par l'UA au cas par cas, à hauteur de 75 % maximum du

budget annuel de chaque mission. Les fonds restants seront réunis conjointement par l'ONU et l'UA. L'ISS a également enrichi les débats publics sur cette question par le biais de divers événements et publications.

En collaboration avec le programme norvégien Training for Peace et d'autres institutions partenaires, l'ISS a organisé le Forum annuel Challenges en octobre. Cette rencontre a favorisé le dialogue et le consensus autour de partenariats efficaces pour le maintien de la paix, quelques mois seulement avant l'adoption de la résolution historique du Conseil de sécurité de l'ONU sur le financement des OSP menées par l'UA. Les initiatives de l'ISS et de ses partenaires ont mis en évidence les perspectives africaines sur les OSP et ont suscité une dynamique en faveur de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU parmi les acteurs africains.

L'ISS a également co-organisé un séminaire avec le ministère sud-africain des Relations internationales et de la Coopération (DIRCO) afin d'examiner la capacité des trois États africains siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU à influencer sur les mandats des missions de maintien de la paix de l'ONU à la lumière de leurs contributions passées et de leur trajectoire future.

Perspectives africaines sur le Nouvel agenda pour la paix

Face à un ordre international qui peine à instaurer la paix, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a élaboré le Nouvel agenda pour la paix (NAP). Cette initiative propose une vision de la coopération internationale au sein d'un système multilatéral en mutation, tout en appelant à des efforts concertés pour faire face aux multiples crises. Le NAP fait partie des 11 documents d'orientation qui serviront de cadre aux discussions lors du Sommet de l'avenir en septembre 2024. Ce sommet permettra aux États membres de négocier un nouveau pacte mondial en faveur de la coopération multilatérale afin de répondre plus efficacement aux défis actuels et futurs.

L'ISS a joué un rôle clé dans l'élaboration du NAP en mettant en avant les points de vue de l'Afrique avant le début des négociations. L'ISS se distingue comme l'une des rares organisations africaines à avoir soumis des observations écrites dans le cadre du NAP. L'analyse des positions africaines par l'ISS contribuera également aux préparatifs de l'Afrique en vue du Sommet de l'avenir et enrichira les discussions concernant l'avant-projet de Pacte pour l'avenir.

Soutenir les engagements multilatéraux de l'Afrique du Sud

L'ISS œuvre à renforcer l'influence des États africains au sein des institutions multilatérales mondiales dédiées à la paix et à la sécurité. Dans ce cadre, l'institut a appuyé le gouvernement sud-africain en organisant un séminaire sur le rôle de l'Afrique dans la promotion du multilatéralisme. L'ISS s'est également engagé auprès des ambassadeurs et diplomates africains pour discuter du rôle du groupe africain au sein d'instances de l'ONU telles que le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, la Commission de consolidation de la paix et le Conseil des droits de l'homme.

Vos interventions ont non seulement nourri les débats dans la salle, mais ont également suscité une réflexion approfondie au sein du DIRCO sur les moyens les plus efficaces de relever les nombreux défis auxquels le continent est confronté. Plus important encore, elles ont mis en lumière les domaines dans lesquels l'Afrique peut exercer son pouvoir d'action pour répondre à ces enjeux.

Zaheer Laher, directeur général adjoint par intérim de la gouvernance mondiale et de l'agenda continental au sein du ministère sud-africain des Relations internationales et de la Coopération





SÉCURITÉ MARITIME

L'expertise de l'ISS contribue à la mise en place d'institutions maritimes solides, capables de sécuriser et de protéger les mers, les lacs et les rivières d'Afrique

Lancement d'une force opérationnelle maritime dans le golfe de Guinée

L'ISS a prouvé la faisabilité d'initiatives maritimes innovantes, développées et pilotées par des Africains, permettant des avancées concrètes en matière de sécurité. Pour appuyer la mise en place de la Force opérationnelle maritime combinée (CMTF) dans le golfe de Guinée, l'ISS a organisé 10 ateliers avec le Comité technique d'experts. L'ISS a également réalisé une analyse des risques maritimes et élaboré le mandat ainsi que le concept d'opérations de la Force opérationnelle. Ce processus a été validé par le Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité et par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA).

Officiellement lancée en 2023 à Lagos, au Nigéria, la CMTF constitue désormais un outil central d'engagement en matière de politique maritime et travaille en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'UA, les communautés économiques régionales et leurs États membres. Elle intègre plusieurs dispositions de la Résolution 2634 (2022) du Conseil de sécurité de l'ONU érigeant les actes de piraterie et les vols à main armée commis en mer dans le golfe de Guinée en infractions pénales.

L'appui technique fourni par l'ISS, depuis la conceptualisation initiale du processus jusqu'à l'étape actuelle où les chefs des marines et des garde-côtes du golfe de Guinée ont désigné un commandant de mission, est exceptionnel et constitue la pierre angulaire de la CMTF. La politique et le concept d'opérations de la CMTF restent des exemples emblématiques.

Capitaine Mohammed Shettima (marine nigériane), coordonnateur des experts pour la mise en place de la CMTF



Le rôle de l'Afrique dans la gouvernance mondiale des océans

L'ISS s'est associé aux missions permanentes de la Sierra Leone et de l'Afrique du Sud auprès de l'ONU pour évaluer le rôle de l'Afrique dans la mise en œuvre du nouveau Traité sur la haute mer et formuler des recommandations visant à renforcer la participation de l'Afrique dans les institutions internationales de gouvernance maritime. Ce traité historique protège la biodiversité marine dans les eaux océaniques situées au-delà de la juridiction nationale des États.

L'institut a organisé une table ronde de haut niveau avec le groupe africain de négociateurs au siège de l'ONU à New York. Une large assemblée mondiale a examiné les options en vue d'une ratification rapide par les pays africains. L'expertise de l'ISS, fondée sur des données probantes, a guidé ses recommandations politiques à l'intention des décideurs.

Des compétences pour faire face à de nouveaux défis

Les recherches et analyses de l'ISS ont été intégrées dans les principales plateformes multilatérales de formation et de renforcement des capacités en matière de sécurité maritime. Grâce à cette démarche, l'ISS a pu informer les décideurs africains sur l'importance de la sécurité maritime en tenant compte de leurs priorités.

Lors de la IIIe édition du cours sur la sécurité maritime du Centre Atlantique au Portugal, l'ISS a fourni à des responsables de plus de 20 pays riverains de l'océan Atlantique, principalement africains, des outils conceptuels pour mieux appréhender les défis maritimes complexes. L'ISS a également partagé des recommandations sur le renforcement des capacités et de la résilience locale, tout en veillant au respect des droits humains.

L'ISS joue un rôle crucial dans la sensibilisation aux enjeux maritimes en Afrique. Des entités telles que l'Autorité internationale des fonds marins, la Commission des limites du plateau continental et le Tribunal international du droit de la mer dépendent du soutien technique de l'ISS pour mener à bien leurs missions respectives.

Juge Thembile Elphus Joyini (Afrique du Sud), membre du Tribunal international du droit de la mer et ancien membre du groupe africain de négociateurs du Traité sur la haute mer au sein de l'Autorité internationale des fonds marins



CRIMINALITÉ, JUSTICE ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

En s'appuyant sur des recherches approfondies, l'ISS organise des dialogues et fournit des orientations stratégiques en matière de prévention de la violence, de maintien de l'ordre et de lutte contre la criminalité organisée

Succès du premier projet pilote en Afrique du Sud avec une baisse des crimes violents

L'ISS a joué un rôle déterminant dans la conception et la mise en œuvre de nouvelles méthodes de maintien de l'ordre dans certains points chauds de la ville du Cap connus pour abriter des gangs et un trafic de drogue violent. Ces zones à forte criminalité ont fait l'objet d'une approche policière innovante reposant sur l'utilisation stratégique des données pour concentrer les ressources là où leur impact est le plus efficace. Bien que cette méthode soit largement répandue, elle est rarement évaluée de manière rigoureuse.

Un projet pilote fondé sur des données probantes a été lancé à Tafelsig, dans la banlieue de Mitchell's Plain au Cap, où le taux de meurtres atteignait environ 60 pour 100 000 habitants en 2022-2023, bien au-dessus de la moyenne nationale de 45. Grâce à cette intervention, les crimes violents ont diminué de 20 % à Tafelsig, ce qui prouve qu'une approche visible, judicieuse et bien planifiée permettant l'application de la loi au bon endroit et au bon moment peut être efficace. Cette méthode de maintien de l'ordre est actuellement déployée dans quatre autres commissariats de police du Cap où la criminalité demeure élevée.

Le projet a bénéficié de la coopération de la direction de la sûreté et de la sécurité de

la ville du Cap, ainsi que du département de la surveillance policière et de la sécurité communautaire de la province du Cap-Occidental. Un groupe de 30 représentants des forces de l'ordre a suivi une formation de deux mois organisée par l'ISS en partenariat avec le Centre de Cambridge pour une police guidée par des faits probants. L'ISS a également partagé les enseignements tirés de cette expérience avec les commissaires de la police sud-africaine (SAPS), les unités de maintien de l'ordre visibles, les analystes de la criminalité et les spécialistes de la sécurité communautaire.

Nous avons travaillé avec des experts de l'ISS pour élaborer des plans opérationnels fondés sur une meilleure utilisation des données relatives à la criminalité et pour cibler nos ressources de manière plus stratégique. L'effet global a été de rendre les communautés plus sûres.

**Général de division Vincent Beaton,
commissaire du district des
SAPS du Cap**





Le programme a véritablement bénéficié à nos employés et à l'entreprise. Nous observons aujourd'hui moins de conflits sur la chaîne de production, de meilleures relations entre les membres du personnel, une baisse de l'absentéisme et une augmentation de la productivité.

Burger Gericke, directeur général de Tikketai

Prévention de la violence sur le lieu de travail

L'ISS et ses partenaires ont développé des programmes innovants pour aider les entreprises à contrer la violence en Afrique du Sud. Les recherches montrent que la violence domestique contribue la violence en dehors et impacte la productivité, l'absentéisme et les perspectives professionnelles. Les programmes d'éducation parentale, essentiels pour réduire la violence, sont souvent offerts pendant les heures de travail, ce qui complique la participation des personnes ayant un emploi.

Des programmes novateurs sur le lieu de travail aident les entreprises à faire face à la crise de la violence en Afrique du Sud

Le programme « Free to Grow », développé par l'ISS en partenariat avec le Réseau sud-africain de mise en oeuvre des programmes d'éducation parentale (SAPPIN), vise à prévenir les violences faites aux femmes et aux enfants. Il améliore également les performances, accroît la satisfaction professionnelle et réduit les conflits au travail.

Ces programmes inédits en lieu de travail aident les entreprises à faire face à la violence en Afrique du Sud. Entre 2021 et 2023, le projet pilote « Free to Grow » a été mis en œuvre chez Tikketai, une entreprise de transformation agricole du Cap-Occidental. Les résultats ont montré une amélioration des relations familiales, une réduction du stress et une meilleure santé mentale chez les participants, soulignant le rôle crucial des entreprises dans la lutte contre la violence.

L'ISS a collaboré avec le géant minier Anglo American pour endiguer la violence dans ses opérations et auprès des communautés environnantes. En partenariat avec le SAPPIN et Reos Partners, l'ISS a conçu un programme de transformation des dynamiques femmes-hommes basé sur des consultations dans une des mines de l'entreprise, impliquant les parties prenantes locales. Des facilitateurs communautaires seront formés pour déployer ce programme en 2024.

Un nouveau bureau d'éthique et de responsabilité pour le ministère public sud-africain

La réglementation instituant le nouveau bureau d'éthique et de responsabilité (OEA) a été publiée au Journal officiel en novembre 2023. Cette réglementation, qui représente une avancée majeure pour l'Afrique du Sud, active une disposition de la loi sur l'Autorité nationale des poursuites (NPA) qui était restée inopérante depuis son adoption. Le projet a été initié par Shamila Batohi, directrice nationale de la NPA, et mis en œuvre avec le soutien technique de l'ISS. Il s'agit d'une collaboration de quatre ans entre l'équipe spéciale de la NPA, l'ISS et des experts externes.

Pour la première fois, le public peut soumettre des plaintes concernant les services à la NPA et les faire examiner

Pour la première fois, le public peut soumettre des plaintes officielles concernant les services à la NPA, qui seront examinées par le bureau du directeur national des poursuites publiques (NDPP). Ce dernier sera chargé de promouvoir des activités liées à l'éthique et à la responsabilité au sein de la NPA, tout en soutenant des initiatives visant à améliorer la qualité des services proposés.

L'ISS continuera d'apporter son soutien à l'OEA à travers des communications publiques et internes concernant ses fonctions et le recours à ses services. Cette démarche vise à garantir le bon fonctionnement des processus opérationnels et à aligner le programme d'éthique sur les normes internationales.

Agir contre la violence xénophobe en Afrique du Sud

En 2023, l'ISS a poursuivi son soutien aux initiatives des pouvoirs publics et de la société civile visant à renforcer la capacité de l'Afrique du Sud à prévenir la violence xénophobe. L'ISS fait partie d'une équipe de travail chargée de créer des forums de dialogue communautaire, sous la direction des ministères du Développement social et de la Justice et du Développement constitutionnel.

L'ISS a également collaboré avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Afrique du Sud pour faciliter la coordination de divers projets gouvernementaux en organisant des tables rondes visant à renforcer les relations avec les parties prenantes, tout en sensibilisant aux nombreuses initiatives en cours.

Les recherches de terrain menées par l'ISS, ainsi que les ateliers techniques organisés avec les membres de l'équipe spéciale de lutte contre la xénophobie, ont permis de recueillir des informations sur les causes des tensions entre les populations locales et les migrants, tout en fournissant des orientations pour l'élaboration de stratégies de prévention inclusives.



Lutter contre la criminalité organisée à l'origine du braconnage des rhinocéros

Une étude conduite dans le cadre du programme ENACT a révélé l'influence déterminante des réseaux criminels violents et de la corruption sur le braconnage de rhinocéros au parc national Kruger, en Afrique du Sud, tout en identifiant des pistes d'intervention. Financé par l'Union européenne, le projet ENACT est mis en œuvre par l'ISS en partenariat avec INTERPOL et l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée.

Avec un taux de chômage de plus de 45 % dans la région du parc Kruger, les 2 500 employés du parc sont particulièrement exposés aux pressions des réseaux de braconnage et des gangs criminels mêlés à la population. La corruption au sein des forces de l'ordre et l'inaction de l'État ont engendré un vide dans l'application de la loi qui a facilité les assassinats de dirigeants politiques, de chefs traditionnels, d'un enquêteur de police expérimenté, de témoins et de figures du crime organisé.

Malgré les investissements significatifs des pouvoirs publics et des organisations de protection de la nature pour endiguer la crise,

les employés du parc ont constaté peu de changements dans leur quotidien, ce qui a entraîné une baisse constante de leur moral. En réponse, la direction du parc Kruger s'est engagée à renforcer la motivation du personnel et à restaurer la confiance en écartant les membres du personnel corrompus et en révisant les salaires des gardes forestiers.

Les résultats de l'étude d'ENACT, largement relayés par les médias, ont été présentés devant la Commission parlementaire des forêts, de la pêche et de l'environnement. L'ancienne ministre de l'Environnement, Barbara Creecy, a d'ailleurs fait référence à ce rapport en annonçant l'adoption par le Cabinet ministériel d'une nouvelle stratégie nationale intégrée pour lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages. Elle s'est également engagée à améliorer les conditions de travail du personnel du parc Kruger en proposant des opportunités d'évolution professionnelle, des formations, la mise en place d'une ligne de signalement anonyme et la création de comités de liaison avec les communautés.

GOVERNANCE, PAIX ET SÉCURITÉ

L'ISS travaille avec l'Union africaine, les gouvernements et des partenaires de la société civile pour promouvoir la paix, la stabilité et la démocratie

Des sanctions plus efficaces comme outil de gouvernance

L'ISS a travaillé avec le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) à l'adoption du projet de termes de référence instituant le Sous-comité des sanctions du CPS. L'ISS s'est engagé en profondeur auprès des États membres du CPS et a apporté son appui au Secrétariat du CPS en facilitant un deuxième examen des termes de référence. L'institut a profité de l'occasion pour renforcer les capacités du Comité d'experts du CPS dans le domaine des sanctions.

L'ISS a travaillé avec l'UA à la mise en place du Sous-comité des sanctions du CPS

Les termes de référence ont été officiellement entérinés lors de la retraite de novembre 2023 du CPS, ce qui a permis au comité de commencer ses travaux. Il s'agit d'une avancée majeure, dans la mesure où le mandat du comité a été approuvé en 2008. Le sous-comité fournira un appui technique à l'UA sur le recours aux sanctions et aux suspensions pour faire face aux coups d'État et améliorer la gestion des transitions politiques.

Favoriser des politiques solides au sein du Conseil de paix et de sécurité

L'ISS a apporté son soutien aux présidents et aux membres successifs du CPS à travers des réunions d'information, une assistance technique et la mise en œuvre conjointe d'activités. Des séances de réflexion à huis clos ont été organisées avec le Cameroun (qui assurait la présidence du CPS en septembre) sur des questions d'actualité nécessitant l'attention immédiate du Conseil. L'ISS a également aidé les missions du Ghana et du Sénégal à rédiger des notes d'information sur le Soudan, la Somalie, le Niger, le Mali, la Guinée et le Gabon, ainsi que sur les relations entre la société civile et l'armée et sur la dynamique des coups d'État et des changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique.

Ces engagements ont renforcé la contribution des différents pays à l'élaboration de politiques efficaces au sein du CPS.

L'ISS s'est également associé à plusieurs États membres de l'UA pour mettre en œuvre les priorités qu'ils défendent au niveau de l'Union. Une collaboration avec la Gambie a ainsi donné lieu à des discussions approfondies lors d'une session ministérielle publique du CPS sur la nécessité d'apporter des réponses continentales à la situation des enfants dans les environnements de conflit.

Politique de l'Union africaine sur la réforme du secteur de la sécurité

La recrudescence de l'insécurité et des coups d'État a ravivé les appels à une réforme du secteur de la sécurité (RSS) en Afrique. Alors que l'UA faisait le point sur dix ans de mise en œuvre de sa politique de RSS, l'ISS a travaillé avec l'organisation panafricaine pour tirer des enseignements de l'expérience de cinq pays : la Gambie, le Lesotho, Madagascar, le Mali et le Soudan du Sud. Les résultats ont été présentés lors de la conférence annuelle de l'UA sur la RSS et de la réunion du comité de pilotage en novembre, organisées conjointement par l'UA, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et le Réseau africain du secteur de la sécurité/Alliance Just Future.

Ces résultats ont révélé qu'une compréhension et une application fragmentaires de la politique avaient empêché l'UA de soutenir pleinement les initiatives de RSS. La Commission de l'UA a salué les contributions de l'ISS et lui a demandé d'élaborer un document d'orientation au nom des partenaires du comité de pilotage sur la RSS, qui sera présenté au CPS en 2024.

L'engagement de l'ISS a aidé à générer des connaissances et à stimuler le dialogue sur la manière dont l'UA peut renforcer son appui à la RSS dans les pays africains. En complément de ces efforts, l'ISS s'est associé à la Commission de l'UA pour publier des notes d'orientation opérationnelles sur la RSS destinées à soutenir la formation et le développement des capacités des États membres.

Comprendre les coups d'État et promouvoir une bonne gouvernance

Pour aider à trouver des solutions face à la résurgence des coups d'État en Afrique, l'ISS a publié en milieu d'année une édition spéciale de son *Rapport sur le CPS* consacrée à cette question. Le document aborde des aspects rarement débattus dans les sphères politiques, notamment l'impact des tensions entre les élites politiques et les acteurs militaires sur les récents coups d'État. L'analyse de l'ISS a servi de base à une série de discussions et de réunions politiques de haut niveau sur le sujet, auxquelles ont participé plus de 500 parties prenantes régionales et continentales.

L'institut a lancé un partenariat avec l'ambassade du Ghana en Éthiopie, le Programme des Nations Unies pour le développement, IDEA et le réseau Open Society Foundations en vue de créer un forum annuel des OSC sur la gouvernance à Accra. Cette rencontre offrira à la société civile un espace de dialogue qui permettra de veiller à ce que les décideurs politiques régionaux et continentaux assument leurs responsabilités en matière de gouvernance en Afrique.

Articuler les risques climatiques avec la sécurité et le développement en Afrique

L'ISS place le changement climatique en tête des aspects à prendre en compte pour assurer la sécurité et le développement de l'Afrique. L'objectif est d'aider le continent à atténuer les risques et à saisir les possibilités offertes par la transition mondiale vers une économie sobre en carbone.

L'ISS a montré le rôle joué par la pénurie de ressources liée au climat dans des événements tels que le coup d'État de 2021 au Mali. Les équipes de recherche ont apporté des éclairages à l'UA et aux communautés économiques régionales et ont contribué à inscrire le lien entre climat, sécurité et développement parmi les priorités du CPS.

L'analyse de l'ISS établissant une relation entre la sécurité, le développement et les risques climatiques a été présentée lors de la Semaine africaine du climat 2023 à Nairobi. L'ISS s'est associé à l'Académie diplomatique kenyane pour organiser un séminaire capital à propos de l'impact du changement climatique sur l'Agenda 2063.

L'institut a travaillé avec les organisateurs de la COP28 afin de mettre en avant les priorités de l'Afrique lors de la conférence de novembre. Les discussions menées dans le cadre de divers forums internationaux ont suscité une forte participation à la COP28 à Dubaï. L'ISS a étudié la capacité de l'Afrique à faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes et a plaidé en faveur d'un plan d'investissement visant à favoriser une adaptation et une résilience justes du continent.

Les recherches de l'ISS aident les gouvernements, les organisations militantes et les institutions africains à élaborer des stratégies climatiques et à évaluer les compétences requises pour résister aux

impacts. L'ISS a participé à une discussion avec le ministère sud-africain des Sciences et de l'Innovation et la Fondation nationale pour la recherche sur les aspects scientifiques et politiques associés au climat. L'institut a également conseillé et renforcé les structures mises en place par l'UA en lien avec le climat, notamment le Comité des chefs d'État africains sur le changement climatique et les commissions sur le changement climatique pour le Sahel, la région du Congo et les États insulaires.

L'ISS travaille en étroite collaboration avec l'Alliance panafricaine pour la justice climatique, un réseau de la société civile regroupant plus de 1 000 organisations de 51 pays. L'objectif est de constituer une équipe africaine d'acteurs étatiques et non étatiques capable de promouvoir une approche panafricaine du changement climatique.

Éclairer la politique migratoire africaine

L'ISS a participé à l'examen par le Département du développement social de l'UA de la contribution de l'Afrique au Pacte mondial sur les migrations. Les travaux sur la libre circulation et le libre-échange menés par l'institut ont incité l'UA à intégrer ces thèmes lors du Forum panafricain sur la migration de 2023. L'UA a invité l'ISS à apporter son assistance aux États membres pour leur permettre de mieux appréhender ces deux processus connexes.

L'ISS fait également partie du groupe de la société civile africaine chargé d'élaborer les positions du continent en vue du Forum mondial sur la migration et le développement. Dans ce cadre, l'ISS a contribué au Forum de la société civile d'Abuja, en participant notamment à la rédaction du rapport du forum et de la déclaration adoptée par les représentants de la société civile africaine et de la diaspora en février 2023.

Guider les positions politiques sur la détérioration de la gouvernance au Sahel

La militarisation de la gouvernance à la suite des coups d'État au Niger, en Guinée, au Burkina Faso et au Mali, associée aux changements d'alliances géopolitiques et aux divisions politiques croissantes en Afrique de l'Ouest, crée un certain nombre de défis de sécurité dans la région. L'interdépendance de ces enjeux rend la situation de plus en plus difficile à comprendre pour les parties prenantes.

En fournissant une analyse nuancée, équilibrée et actuelle, l'ISS s'est positionné comme une source fiable d'expertise et de commentaires médiatiques factuels sur la prévention des coups d'État et la promotion de la stabilité régionale. L'ISS a préconisé que les solutions se concentrent sur la réussite des transitions politiques, plutôt que sur leur durée. En effet, la gestion des transitions militaires peut soit favoriser la stabilité, soit préparer le terrain pour de futurs renversements. Et si le retour à l'ordre constitutionnel reste un objectif central, il ne doit pas constituer le seul critère de réussite.

Cette approche non normative a nourri les débats lors d'un grand nombre de rencontres de haut niveau. Soixante-dix séances d'information et 27 réunions ont été organisées avec diverses parties prenantes, notamment des représentants des pouvoirs publics, la communauté diplomatique et des organisations internationales et régionales.

À l'invitation du ministère togolais des Affaires étrangères, l'ISS a présenté son analyse dans le cadre du Forum de Lomé pour la paix et la sécurité. L'ISS a également contribué à la préparation d'une session sur l'engagement européen dans des contextes politiques hostiles pour le ministère néerlandais des Affaires étrangères. La ministre belge de la Coopération au développement et l'Institut Egmont ont invité l'ISS à effectuer un exposé lors d'un séminaire de haut niveau sur le Sahel. Cet événement a été organisé en amont de l'approbation par la ministre d'une nouvelle stratégie de la Belgique pour la région.

À l'heure où la coopération au développement se heurte à des difficultés croissantes, l'ISS a fourni des informations et des analyses africaines sur les possibilités d'engagement au Sahel, notamment au regard de la situation plus large en Afrique de l'Ouest.

Marie Kruse, envoyée pour le Sahel, ministère des Affaires étrangères, Danemark



Accompagner les initiatives politiques de paix en Éthiopie

L'ISS a travaillé avec le gouvernement éthiopien dans le cadre d'efforts visant à aplanir les divergences nationales et à instaurer une paix durable. Les ministères de la Paix et de la Justice, le cabinet du Premier ministre, la Commission de dialogue national et le Conseil électoral national ont ainsi bénéficié d'un appui.

Les analystes de l'ISS ont aidé le ministère de la Paix à mener des recherches et à élaborer des documents politiques sur l'identité nationale, les valeurs et la sécurité du pays. Ils ont également invité des experts à examiner les projets de politiques et à faire part de leurs observations. L'ISS a organisé un dialogue politique sur la question sensible des interactions des groupes religieux entre eux et avec le gouvernement. Le ministère de la Paix et des chefs de toutes les confessions religieuses ont reconnu ensemble la nécessité d'établir un nouveau cadre séculier en Éthiopie.

Le travail mené pendant plusieurs années par l'ISS sur le dialogue national a attiré l'attention des décideurs éthiopiens, qui lui ont demandé d'examiner le projet de proclamation instituant la Commission de dialogue national. La Commission a invité un chercheur principal de l'ISS à rejoindre son conseil consultatif sur le dialogue national. L'ISS a également été choisi par un consortium de partis politiques éthiopiens pour faciliter le dialogue interpartis.

À la demande du ministère de la Justice, l'ISS a examiné le projet de politique de justice

transitionnelle, mené des recherches et apporté des conseils au ministère sur les moyens d'intégrer les mécanismes coutumiers de résolution des conflits dans le dispositif. L'ISS a également aidé à sensibiliser la population à la nouvelle politique. L'institut a co-organisé avec le Conseil des sociétés civiles éthiopiennes, la plus grande coalition d'OSC du pays, un atelier sur les initiatives de justice transitionnelle auquel ont participé près de 120 personnes issues de tous les secteurs et de toutes les régions. De plus, l'ISS a rédigé un document pour le ministère de la Justice et le bureau du procureur général sur la création d'une unité de poursuite spécialisée afin de lutter plus efficacement contre la criminalité transnationale organisée.

L'institut a formé des hauts fonctionnaires aux relations intergouvernementales et a soutenu le lancement du premier forum intergouvernemental annuel afin d'améliorer les liens institutionnels et de garantir le bon fonctionnement du système fédéral. L'ISS a également assuré une formation sur l'alerte précoce et la réponse rapide. Des délégués du ministère de la Paix, de la Chambre de la Fédération, du Conseil des sociétés civiles éthiopiennes, de la police fédérale et des bureaux de sécurité régionaux ont décidé, au cours de la formation, de lancer une initiative interpartis afin de mettre en place un système viable d'alerte précoce et de réponse rapide en Éthiopie.

Nous faisons confiance à l'ISS, car sa crédibilité est bien établie. C'est dans cet esprit que nous vous demandons de nous aider à mener à bien cette initiative de justice transitionnelle.

Dr Gedion Thimotios, ministre de la Justice, Éthiopie





Renforcer les relations avec la SADC

L'ISS met en place les bases d'un programme visant à structurer la relation avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et les principaux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans certains pays d'Afrique australe. Cette démarche tire parti des travaux de recherche et de l'appui technique bien établis de l'ISS en matière de criminalité organisée et de sécurité maritime dans la région.

PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

L'ISS fournit des analyses factuelles et des recommandations politiques sur les liens entre le terrorisme, la criminalité organisée et les conflits locaux

Dynamique de l'insurrection dans le Cabo Delgado au Mozambique

L'ISS a suivi de près l'évolution du conflit dans la province du Cabo Delgado. Malgré le déploiement de troupes de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et du Rwanda, les insurgés restent présents. Au cours de la seconde moitié de l'année, des changements se sont produits à la tête de l'insurrection et une approche visant à nouer des relations avec les communautés a remplacé la simple stratégie de la terreur.

L'ISS a organisé des réunions d'information régulières à huis clos sur le Mozambique, a participé à des forums publics et a formulé des observations sur la situation. Les analystes de l'ISS ont attiré l'attention sur le fait que la stratégie actuelle de lutte anti-insurrectionnelle ne peut constituer une solution durable pour

le Cabo Delgado. Une approche plus large de la sécurité humaine doit être mise en place afin d'agir sur les facteurs qui ont permis le développement du conflit.

Établir un socle de données sur l'extrémisme violent en Côte d'Ivoire

L'ISS s'est associé à la Commission nationale des frontières de la Côte d'Ivoire pour organiser un séminaire sur ses dernières recherches concernant les liens entre l'extrémisme violent et les activités illicites dans le pays. Des responsables politiques et des praticiens de différents ministères, ainsi que des représentants d'organisations internationales et de la société civile, se sont réunis pour discuter des résultats. Beaucoup d'entre eux n'avaient pas conscience de l'ampleur de l'extrémisme violent mise en évidence par les recherches de l'ISS.

Comme les recherches de l'ISS sont menées dans les régions touchées par des équipes locales, les données obtenues sont riches et actuelles. Grâce à ce travail, l'institut a développé une capacité unique à repérer les tendances et à analyser les changements d'alliances, les tensions émergentes ainsi que les zones, les acteurs et les problèmes à surveiller.

Gail Fisk Melone, directrice des programmes de l'Institut international pour la justice et l'état de droit et ancienne représentante du ministère de la Justice au sein de l'ambassade des États-Unis à Dakar



Étayer la réponse du Bénin à l'extrémisme violent

Alors que la menace terroriste s'intensifie dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest, l'ISS a aidé à analyser ses causes et à élaborer des stratégies de prévention. À la demande du Conseil de l'entente, une organisation de coopération régionale, l'ISS a mené en 2022 des recherches sur les liens entre l'extrémisme violent et les activités illicites au Bénin, dont il a validé les résultats auprès d'un large éventail de parties prenantes.

En 2023, à l'invitation de l'Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers, l'ISS a partagé ses dix années de recherche empirique sur l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad et au Sahel. Cette initiative a permis aux décideurs béninois de mieux comprendre le fonctionnement des groupes extrémistes, leurs liens avec les économies illicites et les conflits locaux, ainsi que les moyens de s'attaquer à la chaîne d'approvisionnement des ressources liées à l'extrémisme. Des représentants de la police, de l'armée, des services de renseignement et de la société civile ont participé à la réunion avec l'Agence de gestion intégrée des espaces frontaliers.

Les résultats des recherches menées par l'ISS ont également été présentés au Comité de haut niveau chargé de la lutte contre le terrorisme et l'insécurité aux frontières du Bénin, présidé par le directeur du cabinet militaire du président béninois Patrice Talon. Les autorités ont

demandé à l'ISS d'apporter sa contribution au plan national de lutte contre le terrorisme et de sécurité des frontières, et de partager les enseignements tirés avec le personnel des services de renseignement du Bénin.

L'ISS a permis d'élaborer des réponses du Bénin à l'extrémisme violent qui reposent sur des faits et des connaissances approfondies du terrain. Nous travaillons avec l'ISS parce que nous connaissons son expertise avérée et sa capacité à valoriser l'expérience acquise sur l'ensemble du continent. Nous apprécions l'équipe de recherche de l'ISS, qui est composée d'Africains dotés d'une connaissance pointue du Bénin et de l'Afrique de l'Ouest. Nous bénéficions de conseils sincères et d'informations fiables qui ont considérablement éclairé notre compréhension d'un phénomène complexe.

**Dr Marcel Baglo, directeur général,
Agence béninoise de gestion
intégrée des espaces frontaliers**



ÉTATS FINANCIERS

au 31 décembre 2023

	2023 R	2022 R
Actifs		
Actifs courants		
Bailleurs et autres débiteurs	6 494 148	11 728 348
Impôts courants à recevoir	6 443	1 379
Trésorerie et équivalents de trésorerie	187 275 905	147 245 578
	<u>194 275 905</u>	<u>158 975 305</u>
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	24 496 813	23 396 732
Immobilisations incorporelles	260	1 804
	<u>24 497 073</u>	<u>23 398 536</u>
Total des actifs	<u>218 772 978</u>	<u>182 373 841</u>
Passif et fonds propres		
Passif		
Passif courant		
Dettes commerciales et autres dettes	17 403 989	16 903 188
Dons reçus à l'avance	147 658 433	125 311 071
Découvert bancaire	1 088	932
	<u>165 063 510</u>	<u>142 215 191</u>
Passif non courant		
Impôts différés	2 294 071	2 421 082
	<u>2 294 071</u>	<u>2 421 082</u>
Total du passif	<u>167 357 581</u>	<u>144 636 273</u>
Fonds propres		
Fiducie	100	100
Réserves	9 543 454	10 395 326
Excédent cumulé	41 871 843	27 342 142
	<u>51 415 397</u>	<u>37 737 568</u>
Total passif et fonds propres	<u>218 772 978</u>	<u>182 373 841</u>

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL

pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

	2023	2022
	R	R
Revenus issus de dons	274 819 147	254 640 885
Autres revenus	14 202 470	9 753 240
Dépenses de fonctionnement	(279 411 984)	(252 671 561)
Excédent d'exploitation	9 609 633	11 722 564
Produits financiers	4 240 997	1 424 137
Charges financières	21	10
Excédent avant impôt	13 850 651	13 146 711
Impôt	(82 855)	(146 616)
Excédent de l'exercice	13 767 796	13 000 095
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de change sur conversion d'opérations avec l'étranger	(254 538)	37 429
Résultat total global de l'exercice	13 513 258	13 037 524

Note 1 : base de préparation

Les états financiers condensés, qui comprennent l'état de la situation financière et le compte de résultat global, sont extraits des états financiers consolidés vérifiés de l'Institut d'études de sécurité pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Ces états financiers peuvent être obtenus sur demande auprès de l'Institut d'études de sécurité, Block C, Brooklyn Court, 361 Veale Street, New Muckleneuk, Pretoria, Afrique du Sud.

Le Conseil d'administration de l'ISS assume l'entière responsabilité de la bonne extraction des informations financières à partir des états financiers annuels.

L'ISS EN CHIFFRES



128 membres
du personnel
originaires de
18 pays
d'Afrique

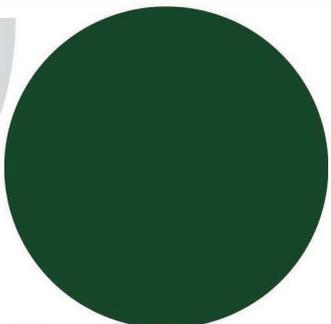


2 640 017
vues sur le
site web



55 %
de personnel
féminin

45 %
de personnel
masculin



>7 265
mentions
de l'ISS
dans les
médias en
32
langues
dans
126
pays
dont
41
en Afrique

1 292 937
vues pour
les articles
d'*ISS Today*



55
publications
47
séminaires



46 493
abonnés
Twitter
2 623 601
publications
lues



79 071
abonnés
LinkedIn
2 130 744
publications
lues



46 543
abonnés
Facebook
1 963 379
publications
lues

PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

Forum des partenaires

Fondation Hanns Seidel
Gouvernement de la Norvège
Gouvernement de la Suède
Gouvernement de l'Irlande
Gouvernement des États-Unis d'Amérique/USAID
Gouvernement des Pays-Bas
Gouvernement du Danemark
Open Society Foundation
Union européenne

Financement des projets

Ambassade du Royaume-Uni à Addis Abeba
DCAF – Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève
Fondation Robert Bosch
GIZ
Gouvernement de la Confédération suisse
Gouvernement de la Finlande
Gouvernement de l'Allemagne
Gouvernement de l'Australie
Gouvernement du Canada

Gouvernement du Japon
Gouvernement du Royaume-Uni
Humanity United
Millennium Trust
New Venture Fund
Open Space Consultants CC
T/A Southern Hemisphere
Organisation des Nations Unies
Organisation internationale pour les migrations
Rape Crisis Cape Town Trust
Reos Partners (Pty) Ltd
South African Cities Network
Standard Bank
Stichting T.M.C. Asser Instituut
TorchLight Group Limited
T/A Tag International
Université du Witwatersrand
Wellspring Philanthropic Fund
Woodrow Wilson International Center for Scholars
World Childhood Foundation

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr Jakkie Cilliers est responsable du programme Afriques futures et innovation de l'ISS et président du Conseil d'administration. Il a cofondé l'ISS, dont il a été directeur exécutif jusqu'en 2015. Professeur extraordinaire à l'Université de Pretoria, Jakkie est membre du conseil consultatif du Centre de politique de sécurité de Genève et du Centre de résolution des conflits internationaux de l'Université de Columbia à New York.

Cassim Coovadia est président du Centre d'information sur les risques bancaires en Afrique du Sud. Il est également directeur général de l'Association bancaire d'Afrique du Sud et président du Johannesburg Civic Theatre.

Prof. Gilbert Khadiagala est professeur Jan Smuts de relations internationales et chef de département à l'Université du Witwatersrand en Afrique du Sud. Il a suivi une formation de politologue au Kenya, au Canada et aux États-Unis et s'est spécialisé dans les relations internationales africaines, la gestion et la résolution des conflits, les institutions régionales et sous-régionales africaines et les institutions politiques comparées.

Dr Iraj Abedian est fondateur et président de la société Pan-African Capital Holdings et fondateur et directeur général de la société Pan-African Investment and Research Services. Iraj a notamment été économiste en chef à la Standard Bank et directeur non exécutif de Transnet et de SA Tourism. Il a également fait partie du groupe consultatif économique de l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki.

Lindiwe Mazibuko est cofondatrice et directrice générale de Futurelect, une académie apolitique. Elle a été la première femme noire dans l'histoire de l'Afrique du Sud à être élue

chefe de l'opposition au Parlement. Lindiwe a été membre de l'Institut de politique de l'Université de Harvard et du Stellenbosch Institute for Advanced Study en Afrique du Sud. Participante du programme « Young Global Leaders » du Forum économique mondial et Fisher Family Fellow au Belfer Center for Science & International Affairs de la Harvard Kennedy School, elle fait partie du conseil d'administration du Nelson Mandela Children's Fund et du comité consultatif d'Apolitical Group Limited, la start-up technologique du gouvernement britannique.

Dr Marianne Camerer est maîtresse de conférences à la Nelson Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap, où elle enseigne le leadership éthique et la responsabilité publique. Après avoir commencé sa carrière de chercheuse à l'ISS en 1995, elle a cofondé l'organisation non gouvernementale internationale Global Integrity à Washington DC. Marianne est Yale World Fellow et siège actuellement au conseil consultatif du prix Allard pour l'intégrité internationale.

Maxi Schoeman est professeure émérite de sciences politiques à l'Université de Pretoria. Elle est également professeure invitée au King's College de Londres et membre de l'Académie des sciences d'Afrique du Sud. Maxi exerce le mandat de vice-présidente de l'Institute for Global Dialogue.

Saki Macozoma est président non exécutif de Safika Holdings, président de Tshipi é Ntle et Ntsimbintle Mining et membre du conseil d'administration de Volkswagen SA. Il a été président de Liberty Holdings et vice-président de la Standard Bank. Saki a également été directeur général de Transnet, parlementaire et membre du comité exécutif national du Congrès national africain (ANC). Il n'a plus d'affiliation politique.

CONSEIL CONSULTATIF

Dr Solange Rosa est directrice du Bertha Centre for Social Innovation and Entrepreneurship au sein de l'École supérieure de commerce de l'Université du Cap en Afrique du Sud. Elle a été consultante indépendante en politique publique, conseillère associée au Allan Gray Centre for Values-based Leadership de l'Université du Cap et maître de conférences à l'École supérieure de commerce et à l'École d'économie de l'Université du Cap. Solange a également dirigé l'unité de politique et de stratégie du gouvernement du Cap-Occidental au sein du cabinet du Premier ministre.

Dr Wendy Ngoma est directrice générale d'un cabinet de conseil en management et diplômée du programme d'entrepreneuriat social de l'INSEAD. Elle a été directrice de la Wits Business School à l'Université du Witwatersrand en Afrique du Sud et a travaillé comme universitaire à la Wits Graduate School of Public Management.

Dr Ayanda Ntsaluba est directeur exécutif de Discovery Limited. Il possède une vaste expertise dans les domaines de la santé, des relations gouvernementales et de l'administration générale. Ayanda est membre de la Commission Lancet-Université d'Oslo sur la gouvernance mondiale de la santé et siège au conseil d'administration de l'Albert and Nokukhanya Luthuli Peace and Development Institute. Il est également membre du conseil de l'Université du KwaZulu-Natal, du chapitre sud-africain du Conseil des affaires des BRICS, du Clinix Health Group et du Solidarity Fund d'Afrique du Sud.

Président

S. E. M. Mohamed Ibn Chambas, haut représentant de l'UA pour l'initiative « Faire taire les armes » et président du groupe de haut niveau de l'UA sur le Soudan

Membres

Dr Agostinho Zacarias, fondateur d'Agos Consulting

S. E. M. Baso Sangqu, vice-président principal d'AngloGold Ashanti

S. E. M. Mahboub Maalim, président du conseil consultatif du fonds de péréquation du Trésor national

S. E. M. Idriss Mohamed, conseiller spécial du ministre des Affaires étrangères de Djibouti

Finda Koroma, directrice générale d'Africa Human Capital Development Plus

Sagal Abashir, stratège climat chez The Clean Fight

Patrick Youssef, directeur Afrique au Comité international de la Croix-Rouge

S. E. M. Maman Sambo Sidikou, ambassadeur et associé, envoyé spécial du GCERF pour l'Afrique

Edite Ten Jua, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Communautés de Sao Tomé-et-Principe

POUR NOUS CONTACTER

ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court
361 Veale Street
New Muckleneuk, Pretoria
Tél. : +27 12 346 9500

ISS Addis Abeba

2nd Floor, Kadco Group building #2
Ethio-China Friendship Avenue, Addis Abeba
Tél. : +251 11 515 6320

ISS Dakar

4^e étage, Immeuble Atryum Center
Route de Ouakam, Dakar
Tél. : +221 33 860 3304

ISS Nairobi

Gallant, 6th Floor
Office No 7, Parklands Road
Westlands, Nairobi
Tél. : +254 20 237 8475

www.issafrica.org/fr

Crédits photo

Sam Basaltun, Etienne Outram/Getty Images, Brytta/Getty Images,
GCIS/Flickr et Eric Lafforgue/Art in All of Us/Getty Images